



PRO T O C O L E

entre le Gouvernement de la République du
PEROU et le Gouvernement de la République
FRANÇAISE relatif aux conditions de finance-
ment de divers projets d'équipement.

Animés du souci commun de renforcer les liens traditionnels d'amitié et de coopération qui les unissent, le Gouvernement de la République du Pérou et le Gouvernement de la République française sont convenus de conclure le présent protocole en vue de favoriser le développement économique du Pérou.

SECTION I - DISPOSITIONS GENERALES.

ARTICLE 1er - Montant et objet des concours financiers.

Le Gouvernement de la République française met à la disposition du Gouvernement de la République du Pérou, au titre de l'année 1975, des facilités de crédit d'un montant de DEUX CENT TRENTE CINQ MILLIONS de francs (235 M.F.), destinées à financer l'achat en France de biens et services français pour la réalisation des opérations d'équipement et industrielles mentionnées ci-dessous :

- Centrale hydro-électrique de CHARCANI V
- Réacteur nucléaire de recherche
- Réseau téléphonique de LIMA.

ARTICLE 2 - Forme des crédits.

Les facilités de crédit prévues à l'article 1er ci-dessus prennent la forme :

- d'un prêt d'un montant maximum de SOIXANTE-HUIT MILLIONS de francs (68 M.F.) par le Trésor français au Trésor péruvien
- de crédits privés garantis par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur d'un montant évalué à CENT SOIXANTE SEPT MILLIONS de francs (167 M.F.).

ARTICLE 3 - Mécanisme d'utilisation des concours financiers.

Le financement des projets visés à l'article 1er est assuré par l'utilisation conjointe des prêts du Trésor, d'une part, des crédits privés garantis, d'autre part, selon les modalités précisées à la section II ci-dessous.

ARTICLE 4 - Monnaie de compte.

La monnaie de compte et de paiement utilisée est le franc français.

ARTICLE 5 - Modalités et conditions des facilités de crédit.

a) Les prêts du Trésor portent intérêt à trois et demi pour cent (3,5 %) l'an sur le montant restant dû et sont amortissables en vingt ans, en trente-six (36) semestrialités égales et successives à l'issue d'un différé d'amortissement de quatre (4) semestres.

Les intérêts courent à partir de la date de chaque tirage et sont liquidés et payés à la fin de chaque semestre.

Une convention d'application sera passée entre la Direction du Crédit Public du Ministère péruvien de l'Economie et des Finances et le Crédit National agissant pour le compte du Gouvernement français en vue de définir les modalités pratiques de versement et de remboursement des prêts du Trésor français.

b) Les crédits privés garantis sont amortis en 20 semestrialités égales, la première échéant 6 mois après la date de chacune des livraisons, celle de la fin des livraisons ou éventuellement celle de la fin du montage, selon la date d'achèvement des prestations contractuelles fixée par les contrats commerciaux.

Le contrat commercial ou les conventions bancaires fixeront également les taux d'intérêt de ces crédits, qui seront les taux usuels des crédits de l'espèce.

SECTION II - AFFECTATION DES CREDITS.

ARTICLE 6 - Crédits destinés à la Centrale hydroélectrique de CHARCANI V.

Cette opération bénéficiera de facilités de crédit d'un montant total de CENT TRENTE CINQ millions de francs (135 M.F.), ainsi décomposées :

- le montant des droits de tirage sur les prêts du Trésor est fixé à un quart du montant rapatriable en France des commandes de biens et services français, soit au maximum 33,8 M.F. Leur utilisation est réservée au financement des acomptes versés aux fournisseurs français,

- les crédits privés garantis couvrent le solde du financement des projets à concurrence des trois quarts de la part rapatriable.

ARTICLE 7 - Crédits destinés à l'équipement du réseau téléphonique de LIMA.

Cette opération bénéficiera de facilités de crédit d'un montant total de CINQUANTE MILLIONS de francs (50 M.F.) ainsi décomposées :

- le montant des droits de tirage sur les prêts du Trésor est fixé à un tiers du montant rapatriable en France des commandes de biens et services français, soit au maximum 16,7 M.F. Leur utilisation est réservée au financement des acomptes versés aux fournisseurs français,

- les crédits privés garantis couvrent le solde du financement des projets, à concurrence de deux tiers de la part rapatriable.

ARTICLE 8 - Crédits destinés à la fourniture et à l'installation d'un réacteur nucléaire de recherche.

Cette opération bénéficiera de facilités de crédit d'un montant total de CINQUANTE MILLIONS de francs (50 M.F.) ainsi décomposées :

- le montant des droits de tirage sur les prêts du Trésor est fixé à trente-cinq pour cent (35 %) du montant rapatriable en France des commandes de biens et services français, soit un maximum de 17,5 M.F.

- l'utilisation des prêts du Trésor est réservée en priorité au financement des acomptes versés aux fournisseurs français, et pour le solde au refinancement des dépenses locales prévues dans les contrats conclus avec les fournisseurs français et payables en soles exclusivement,

- les crédits privés garantis couvrent le solde du financement de la part rapatriable.

SECTION III - DISPOSITIONS FINALES.

ARTICLE 9 - Dispositions concernant le transfert des crédits français au Pérou.

Les crédits accordés au Pérou en application du présent protocole bénéficient de la garantie de paiement et de transfert du Gouvernement péruvien, accordée directement ou par l'intermédiaire de la Corporacion Financiera de Desarrollo ou de la Banco de la Nacion.

Il est entendu que les remboursements en principal et en intérêt sont nets de tout impôt péruvien.

ARTICLE 10 - Durée de validité.

Pour ouvrir droit aux crédits définis à l'article 1er, les contrats particuliers passés avec les fournisseurs français devront être conclus au plus tard le 31 décembre 1976.

Aucun tirage sur le prêt du Trésor ouvert par le présent Protocole ne pourra intervenir postérieurement au 31 décembre 1978.

Ces dates-limite pourront être prorogées d'un commun accord entre les administrations française et péruvienne.

ARTICLE 11 - Modalités d'imputation.

L'imputation sur le présent Protocole des contrats afférents aux projets mentionnés à l'article 1er sera approuvée, préalablement à la mise en vigueur desdits contrats, par échange de lettres entre les Autorités péruviennes compétentes et le Conseiller Commercial près l'Ambassade de France à LIMA, agissant sur délégation des autorités françaises compétentes.

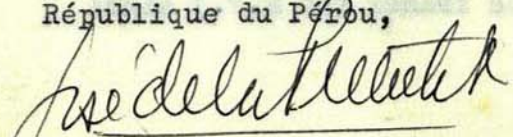
De nouveaux projets pourront être substitués, après accord entre les Autorités françaises et péruviennes compétentes, à ceux qui figurent à l'article 1er du présent Protocole.

ARTICLE 12 - Entrée en application.

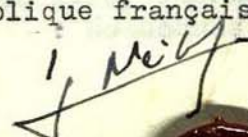
Le présent Protocole entre en vigueur à la date d'accomplissement des formalités requises à cet effet dans les deux pays.

Fait à PARIS, le 8 octobre, 1976

Pour le Gouvernement de la
République du Pérou,


de la PUENTE RADBILL

Pour le Gouvernement de
République française,


G. NEBOT

P R O T O C O L O

=====

Entre el Gobierno de la República del Perú
y el Gobierno de la República Francesa,
sobre condiciones de financiación de diversos
proyectos de equipamiento.

Deseosos de reforzar los lazos tradicionales de amistad y
cooperación que los unen, el Gobierno de la República del Perú y
el Gobierno de la República Francesa han acordado celebrar el
presente Protocolo, a fin de favorecer el desarrollo económico del
Perú.

SECCION I.- DISPOSICIONES GENERALES

=====

ARTICULO 1.- Monto y objeto de los aportes financieros

El Gobierno de la República Francesa pone a disposición del
Gobierno de la República del Perú, a título del año 1975, facilidades
de crédito por un monto de DOSCIENTOS TREINTICINCO MILLONES de francos
(235 M.F.), destinados a financiar la adquisición en Francia de bienes
y servicios franceses para realizar las operaciones de equipamiento
e industria enumeradas a continuación :

- Central hidro-eléctrica de CHARCANI V
- Reactor nuclear de investigación
- Red telefónica de Lima

ARTICULO 2.- Sistema de créditos

Las facilidades de crédito previstas en el artículo 1º son
las siguientes :

- un préstamo por un monto máximo de SESENTIOCHO MILLONES de francos
(68 M.F.), del Tesoro Francés al Tesoro del Perú;
- créditos privados garantizados por la "Compagnie Française
d'Assurance pour le Commerce Extérieur", por un monto evaluado
en CIENTO SESENTA Y SIETE MILLONES de francos (167 M.F.).

ARTICULO 3.- Mecanismo de utilización de los aportes financieros

La financiación de los proyectos enumerados en el artículo 1 queda asegurada con la utilización conjunta de los préstamos del Tesoro, por una parte, y de los créditos privados garantizados, por otra parte, según las modalidades indicadas en la Sección II.

ARTICULO 4.- Moneda de pago

La moneda de pago es el franco francés.

ARTICULO 5.- Modalidades y condiciones de las facilidades de crédito

a) Los préstamos del Tesoro devengan el interés de tres y medio por ciento (3,5 %) al año sobre el saldo adeudado, y son amortizables en veinte años, en treintiseis (36) armadas semestrales, iguales y sucesivas a una prórroga de amortización de cuatro (4) semestres. Los intereses devengan a partir de la fecha de cada giro; se liquidan y se pagan al final de cada semestre.

Se celebrará un convenio de aplicación entre la Dirección de Crédito Público del Ministerio de Economía y Finanzas del Perú y "Le Crédit National" actuando por cuenta del Gobierno Francés, a fin de definir las modalidades prácticas de la entrega y la devolución de los préstamos del Tesoro Francés.

b) Los créditos privados garantizados se amortizan en 20 cuotas semestrales iguales, venciendo la primera 6 meses después de la fecha de cada uno de los giros, la fecha del último giro, o eventualmente, la fecha del término del montaje, según la fecha en que terminen las prestaciones contractuales fijadas por los contratos comerciales.

El contrato comercial, o los convenios bancarios, fijarán igualmente el tipo de interés de estos créditos, los cuales serán los intereses habituales en dicha especie de créditos.

SECCION II.- APLICACION DE LOS CREDITOS

=====

ARTICULO 6.- Créditos destinados a la Central Hidroeléctrica de CHARCANI V.

Esta operación se beneficiará con una línea de crédito por un monto total de CINCO TREINTICINCO MILLONES de francos (135 M.F.), con la siguiente distribución :

- el monto de los derechos de giro sobre los préstamos del Tesoro queda fijado en la cuarta parte del monto repatriable en Francia de los pedidos de bienes y servicios franceses, o sea un máximo de 33,8 M.F. Su utilización queda reservada a la financiación de los pagos a cuenta efectuados a los proveedores franceses;
- los créditos privados garantizados cubren el saldo de la financiación de los proyectos, hasta las tres cuartas partes del monto repatriable.

ARTICULO 7.- Créditos destinados al equipamiento de la red telefónica de Idma.

Esta operación se beneficiará con una línea de crédito de un monto total de CINCUENTA MILLONES de francos (50 M.F.) distribuidos de la siguiente manera :

- el monto de los derechos de giro sobre los préstamos del Tesoro queda fijado en la tercera parte del monto repatriable en Francia de los pedidos de bienes y servicios franceses, o sea un máximo de 16,7 M.F. Su utilización queda reservada a la financiación de los pagos a cuenta efectuados a los proveedores franceses.
- los créditos privados garantizados cubren el saldo de la financiación de los proyectos, hasta las dos terceras partes del monto repatriable.

ARTICULO 8.- Créditos destinados al suministro e instalación de un reactor nuclear de investigación.

Esta operación se beneficiará con una línea de crédito de un monto total de CINCUENTA MILLONES de francos (50 M.F.) distribuidos de la siguiente manera :

- el monto de los derechos de giro sobre los préstamos del Tesoro queda fijado en treinticinco por ciento (35 %) del monto repatriable en France de los pedidos de bienes y servicios franceses, o sea un máximo de 17,5 M.F.
- la utilización de los préstamos del Tesoro queda reservada en prioridad a la financiación de los pagos a cuenta efectuados a los proveedores franceses.
- los créditos privados garantizados cubren el saldo de la financiación de la parte repatriable.

SECCION III - DISPOSICIONES FINALES

ARTICULO 9.- Disposiciones sobre transferencia de los créditos franceses al Perú.

Los créditos otorgados al Perú en aplicación del presente protocolo se benefician de la garantía de pago y de transferencia del Gobierno Peruano, acordada directamente o por intermedio de la Corporación Financiera de Desarrollo, o del Banco de la Nación.

Queda entendido que las devoluciones de capital e intereses son netas de todo impuesto peruano.

ARTICULO 10.- Plazo de validez

Para tener derecho a los créditos definidos en el artículo 1, los contratos particulares celebrados con los proveedores franceses deberán ser firmados a más tardar el 31 de diciembre de 1976.

Ningún giro sobre el préstamo del Tesoro, abierto por el presente Protocolo, podrá efectuarse posteriormente al 31 de diciembre 1978.

Estas fechas-límites podrán ser prorrogadas de común acuerdo entre las administraciones francesa y peruana.

ARTICULO 11.- Modalidades de Aplicación

La aplicación sobre el presente Protocolo de los contratos relativos a los proyectos mencionados en el artículo 1, será aprobada prealablemente a la ejecución de dichos contratos, mediante un intercambio de cartas entre las autoridades Peruanas competentes y el Consejero Comercial ante la Embajada de Francia en Lima, actuando por delegación de las autoridades francesas competentes.

Con el acuerdo prealable de las autoridades francesas y peruanas, nuevos proyectos podrán substituirse a aquellos que figuran en el artículo 1 del presente Protocolo.

ARTICULO 12.- Entrada en vigencia

El presente Protocolo entrará en vigencia en la fecha del cumplimiento de las formalidades necesarias en ambos países.

Firmado en Paris el 8 de octubre 1975

Por el Gobierno de la
República del Perú

(fma.)

e. de la FUENTE RADBILL

Por el Gobierno de la
República Francesa

(fma.)

G. NEBOT

